

Section III: Termes de référence

Référence eSourcing: RFP/2024/55362

Termes de Référence

Mise en place et expérimentation d'un système de transfert monétaire pour les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) dans le Bassin du Congo (Lot 2 : République Démocratique du Congo)

1. Contexte :

CAFI est en train de concevoir une initiative très ambitieuse de paiements pour services environnementaux (PSE) pour le bassin du Congo, qui sera déployée dans ses six pays partenaires selon une approche progressive. L'initiative PSE de CAFI vise à révolutionner les moyens de subsistance ruraux durables, en fournissant des incitations financières directes à des centaines de milliers de personnes pour leurs pratiques d'utilisation durable des terres.

Les PSE sont un mécanisme financier destiné à motiver les utilisateurs des terres (ménages, groupes communautaires organisés, etc.) à adopter des pratiques d'utilisation des terres plus durables (agroforesterie, agriculture sans déforestation, reboisement, gestion durable des forêts, conservation des forêts). Les PSE permettent de transférer des fonds, de manière plus directe et plus efficace, à un très grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté dans des zones rurales mal desservies, pour leurs bonnes pratiques.

Les PSE impliquent un contrat volontaire dans lequel un service environnemental (c'est-à-dire une "utilisation des terres" telle que l'agroforesterie), capable de garantir des "services écosystémiques" (par exemple, la séquestration du carbone, la rétention des sols, l'approvisionnement en eau, etc.), est payé par une source de financement à un fournisseur de services environnementaux si, et seulement si, le fournisseur met en œuvre des pratiques d'utilisation des terres convenues conjointement. L'une des principales caractéristiques des PSE est que les paiements sont effectués sur la base de résultats vérifiés (c'est-à-dire que les surfaces de plantation convenues ont été réalisées, qu'elles répondent aux exigences de qualité et de garanties et qu'elles ont été maintenues dans le temps). Cette évaluation est réalisée par les partenaires locaux dans le cadre d'un processus de suivi approfondi, transparent et objectif, suivant une méthodologie établie et utilisant le système innovant de gestion des PES de CAFI. Elle est complétée par un audit indépendant ex-post du mécanisme pour garantir l'intégrité globale du système et identifier les pistes d'amélioration.

Les PSE se matérialisent sous la forme de paiements périodiques visant à soutenir les bénéficiaires dans les années où un travail substantiel est nécessaire, avant que les plantations n'atteignent leur maturité et que des sommes d'argent importantes puissent être réalisées. Pour cette raison, les contrats PES sont généralement d'une durée de 6 à 12 ans. Bien que les montants périodiques individuels ne soient pas très importants (p. ex., 50-100 \$/ha/an, variables selon l'activité de PSE considérée), ils représentent un soutien significatif et indispensable pour les communautés locales.

Pour participer au mécanisme PSE, un certain nombre de prérequis minimaux sont nécessaires, visant notamment à s'assurer de la bonne identification et de la légitimité des contractants, de l'absence de conflits sur les terrains proposés pour les contrats PSE, du respect de mesures de sauvegardes sociales et environnementales suffisantes, ainsi qu'à sécuriser les résultats atteints. Ces prérequis peuvent varier selon le type d'activité PSE envisagée selon qu'il s'agit de contrats collectifs (communautés organisées) ou non-collectifs/individuels (ménages, secteur privé). Le type de sécurisation des terres en dépend aussi.

Depuis 2015, CAFI a financé plusieurs projets juridictionnels à grande échelle ("PIREDD") soutenant les exigences clés pour la participation aux PSE (c'est-à-dire la structuration de la communauté, la sécurité foncière, les plans participatifs d'utilisation des terres), ainsi qu'un premier pilotage des activités de PSE sur le terrain. Sur cette base et celle des expériences d'autres pays, CAFI est en train de développer un mécanisme PSE et des outils standardisés, pouvant être mis à l'échelle et institutionnalisés.

Parallèlement à la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information robuste et innovant, en cours de développement par CAFI, les paiements mobiles sont considérés comme une composante essentielle du mécanisme PSE, afin de garantir le niveau de transparence, de régularité et d'efficacité des paiements nécessaires.

Cette consultance vise à identifier une organisation hautement expérimentée dans les transferts monétaires basés sur les paiements mobiles afin de démontrer leur faisabilité dans le cadre des PSE et à commencer à poser les bases pour leur systématisation dans le cadre de l'initiative PSE régionale de CAFI.

2. Étendue des travaux, responsabilités et description des travaux proposés :

2.1. Etendue des travaux :

L'objectif de cette demande de propositions est de (i) tester le transfert monétaire en RD Congo (dans un premier temps) pour une démonstration culminant en un événement de communication à l'occasion de la COP 30 à Belém au Brésil en novembre 2025., et de (ii) commencer à poser les bases d'un mécanisme de paiements mobiles pour les PSE au sein de CAFI au niveau régional ainsi qu'auprès des gouvernements partenaires de CAFI

Les objectifs spécifiques incluent :

- Le test des paiements mobiles dans le cadre de quelques projets de démonstration (2-3) financés par CAFI en RDC intégrant une composante PSE.
- La sensibilisation et le renforcement des capacités de CAFI sur les transferts monétaires par paiement mobile en général, et l'infrastructure (outils), les processus et les compétences nécessaires pour les mettre en œuvre.
- La définition des paramètres de développement d'une capacité de paiements mobiles au sein de CAFI (ce qui pourrait être internalisé ou doit être sous-traité) et d'une feuille de route pour y parvenir.
- La définition des paramètres de création d'une capacité au sein des gouvernements partenaires, ainsi que des conditions et critères clés pour la réalisation de paiements mobiles transparents et sécurisés.
- Le développement des outils et du matériel didactique à destination de CAFI et des partenaires.

Cette RFP vise ainsi spécifiquement à identifier un soumissionnaire ayant une expérience avérée dans le domaine des transferts monétaires par paiement mobile au travers d'opérateurs téléphoniques multiples et dans l'accompagnement des bénéficiaires pour assurer l'effectivité des paiements (vulgarisation des paiements mobiles, enregistrement des bénéficiaires, mécanismes de cash-in/out, suivi, soutien, etc.).

2.2. Responsabilités et description des travaux proposés :

2.2.1. Responsabilités :

Composantes nationales : Démonstration en RD Congo

Préparation d'un test de démonstration des paiements mobiles en partenariat avec des projets existants financés par CAFI intégrant une composante PSE

- Identifier avec les projets partenaires sélectionnés par CAFI et les gouvernements respectifs des zones de projet PSE pouvant faire l'objet de paiements mobiles.
- Identifier les besoins en équipement des bénéficiaires visés et l'acquisition du matériel puis sa distribution.
- Appuyer le renforcement de la méthodologie de ciblage des communautés et ménages bénéficiaires de PSE pour prendre en compte les aspects socio-économiques en plus des autres critères PSE.
- Définir une méthodologie de déploiement des paiements mobiles adaptée aux PSE dans le cadre de la démonstration.
- Mettre en place les procédures pour enregistrer en toute sécurité les bénéficiaires de transferts monétaires, y compris des systèmes et des processus appropriés en personne et à distance pour fournir des informations et un soutien continu aux bénéficiaires de transferts monétaires pendant l'enregistrement, l'inscription et après le paiement.
- Faire la démonstration d'une approche technologique pour créer et administrer une base de données de bénéficiaires

Enregistrement des bénéficiaires

- Développer ou adapter le matériel de sensibilisation et formation pour les bénéficiaires des projets.
- Assurer la sensibilisation et la formation de base au fonctionnement des paiements mobiles
- Assurer l'enrôlement des bénéficiaires identifiés pour participer à la démonstration.
- Définir une approche adéquate d'utilisation de listes de bénéficiaires, y compris les automatisations nécessaires
- Démontrer l'établissement des procédures pour inscrire en toute sécurité les bénéficiaires de paiements mobiles, y compris des systèmes et des processus appropriés en personne et à distance pour fournir des informations et un soutien continu aux bénéficiaires de transferts en espèces pendant l'inscription, l'inscription et après le paiement.

Paielements

- Réaliser un pilote de paiements mobiles à l'occasion de la saison de plantation B 2025 (mars-avril dans l'ouest de la RDC, à définir dans le cadre d'autres zones/pays) pour des paiements prévus vers juillet 2025, et un paiement supplémentaire "de démonstration" en novembre 2025 par les autorités politiques depuis la COP 30.
- Accompagner les utilisateurs dans les opérations de cash-in et cash-out (si nécessaire).

Monitoring et Evaluation

- Réaliser un suivi sur un sous-ensemble de bénéficiaires afin d'évaluer l'impact et l'expérience des utilisateurs par des sondages de suivi à distance par téléphone et/ou en présentiel.
- Mettre en place des structures de suivi et de vérification en personne et à distance pour contrôler les résultats en matière de fraude et de corruption, ceci inclut plusieurs canaux de redevabilité.
- Faire des recommandations pour la systématisation des paiements mobiles partout où cela est possible, ainsi que pour informer la conception d'une feuille de route de l'institutionnalisation des paiements mobiles dans le cadre d'un programme national PSE dans chaque pays considéré en prenant en compte la perspective technologique et opérationnelle selon le contexte de chaque pays.

Communication

- Appui à la préparation de l'événement de communication lors de la COP 30 à Belém au Brésil.
- Recommandations pour la communication en général sur les bénéfices des transferts monétaires par paiements mobiles y compris la contribution aux matériels de communication et de la présentation de la COP 30.

2.2.2. Approche :

L'estimation du volume des transferts à effectuer (PSE), les propositions de modalités opérationnelles et de budget (y compris et des équipements à acheter dans le cadre des activités de démonstration) seront réalisées sur base du scénario de déploiements et de bénéficiaires cibles présenté dans la section suivante.

Ces cibles et le budget nécessaire correspondant seront révisés et précisés lors de la phase d'identification avec les partenaires des projets de démonstration, en début du présent programme.

Le soumissionnaire sélectionné fournira des services d'appui-conseil (assistance technique) et financiers auprès de CAFI, et collaborera en ce sens avec les projets prioritaires définis par CAFI pour la démonstration des transferts par paiement mobile aux bénéficiaires de PSE.

2.2.3. Couverture géographique, durée et cibles préliminaires des activités de démonstration :

- République Démocratique du Congo (jusqu'en décembre 2026) :

Le scénario de déploiement inclut deux phases :

- **Phase 1 : Pilotage (2025):**

Un volume de paiements mobiles total d'environ 100,000 USD d'ici fin 2025 à environ 1 000 individus en un transfert chacun d'en moyenne 100 USD par transfert. Ces transferts seront réalisés dans le cadre de deux projets partenaires mettant en œuvre des PSE, que CAFI souhaite utiliser pour tester le déploiement des paiements mobiles dans les provinces de Mai Ndombe et de l'Equateur (indicatif).

- **Phase 2 : Expansion (2026) :**

Continuité des paiements mobiles sur les deux projets partenaires de la phase 1, avec un volume de paiements mobiles total d'environ 400,000 USD additionnels d'ici fin 2026 (total 500,000 USD pour les phase 1 et 2) à destination d'environ 2 000 individus (dont 1,000 nouveaux participants) en un transfert chacun d'en moyenne 100 USD par transfert.

Ajout de 7 projets partenaires additionnels dans les Provinces du Bas Uele, Kwilu, Maniema, Sud-Kivu, Sud Ubangi et Tshopo (indicatif), avec un volume de paiements mobiles total d'environ 900,000 USD d'ici fin 2026 à destination d'environ 3 700 individus (dont 1,000 nouveaux participants), dont la moitié recevront 2 paiements et l'autre moitié 3 paiements, chacun paiement d'en moyenne 100 USD par transfert.

Cette phase 2 d'expansion impliquerait donc des paiements mobiles de l'ordre de 1,3 millions USD en 2026 (1,4 millions USD pour les deux phases en 2025 et 2026), à destination d'environ 5 700 individus.

2.3. Modalités de mise en œuvre :

Le contractant travaillera en étroite collaboration avec de l'équipe du Secrétariat CAFI et en collaboration étroite avec les partenaires mettant en œuvre les projets de démonstration.

Le soumissionnaire sélectionné devra faire preuve de crédibilité envers CAFI, de flexibilité et de respect du personnel des projets et des bénéficiaires dans le cadre de transferts monétaires. Le contractant sera informé en temps réel du calendrier de mise en œuvre des activités des projets partenaires en vue du respect du délai de distribution des PSE.

Une discussion préliminaire aura lieu lors du lancement entre le secrétariat CAFI, le soumissionnaire sélectionné et les agences mettant en œuvre les projets de démonstration sélectionnés, afin d'identifier les points focaux respectifs, le calendrier exact et modalités de mise en œuvre. Des réunions de suivi auront lieu chaque mois afin d'évaluer l'état d'avancement.

3. Produits, réalisations attendues et chronogramme :

L'exécution des activités suivra un calendrier structuré afin de s'assurer que toutes les phases sont réalisées efficacement et dans les délais prévus. La composante régionale se concentrerait sur des tâches spécifiques listées sous les points 2.2. Le calendrier est divisé en plusieurs livrables répartis sur une période de 2 ans.

Les livrables attendus dans le cadre de cette collaboration sont les suivants :

| Livrables | Echéance |
|--|--|
| Un plan de travail global | 15 jours après la signature du contrat |
| Une note de déploiement des paiements mobile dans le cadre du test de démonstration en RDC pour la COP 30 | 1 mois après la signature du contrat |
| Une note définissant les éléments clés d'un mécanisme de transfert monétaire par paiements mobiles ; les besoins correspondants (infrastructure technique, savoir-faire, ressources humaines, procédures, fournisseurs de services requis, etc.) ; les divers modèles et options pour créer cette capacité au sein de CAFI assorties de recommandations ; l'identification des risques et moyens de les atténuer | 2 mois après la signature du contrat |
| Sur base de la ou les options retenues, une feuille de route avec un budget indicatif | 3 mois après la signature du contrat |
| Une note résumant les paramètres clés de création d'une capacité de paiement mobile au sein des gouvernements partenaires de CAFI, assortie de conditions et critères clés | 5 mois après la signature du contrat |
| Le rapport sur le retour d'expérience (leçons apprises) du test de paiement mobile sur un nombre des bénéficiaires et des recommandations pour la mise en échelle | 9 mois après la signature du contrat |
| Un manuel de sensibilisation et de formation des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre | 1 an après la signature du contrat |
| Des produits de communication sur les paiements mobiles dans le cadre de la démonstration (photo, vidéos, interviews des bénéficiaires, etc.) sur place dans le cadre de la retranscription live à la COP, ainsi qu'avec un support enregistré et mis à disposition à l'avance | 2 ans après la signature du contrat |

4. Calendrier de paiement :

| Livrables | Payment |
|--|---------|
| Un plan de travail global | 10% |
| Une note de déploiement des paiements mobile dans le cadre du test de démonstration en RDC pour la COP 30 | 10% |
| Une note définissant les éléments clés d'un mécanisme de transfert monétaire par paiements mobiles ; les besoins correspondants (infrastructure technique, savoir-faire, ressources humaines, procédures, fournisseurs de services requis, etc.) ; les divers modèles et options pour créer cette capacité au sein de CAFI assorties de recommandations ; l'identification des risques et moyens de les atténuer | 20% |
| Sur base de la ou les options retenues, une feuille de route avec un budget indicatif | 10% |
| Une note résumant les paramètres clés de création d'une capacité de paiement mobile au sein des gouvernements partenaires de CAFI, assortie de conditions et critères clés | 20% |
| Le rapport sur le retour d'expérience (leçons apprises) du test de paiement mobile sur un nombre des bénéficiaires et des recommandations pour la mise en échelle | 20% |
| Un manuel de sensibilisation et de formation des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre | 5% |
| Des produits de communication sur les paiements mobiles dans le cadre de la démonstration (photo, vidéos, interviews des bénéficiaires, etc.) sur place dans le cadre de la retranscription live à la COP, ainsi qu'avec un support enregistré et mis à disposition à l'avance | 5% |

5. Profile du prestataire et exigences :

Le prestataire sélectionné doit avoir les qualifications suivantes :

- Au moins une expérience antécédente dans la mise en œuvre de services sur des projets de taille et de portée similaires (impliquant des partenaires gouvernementaux) dans la région au cours des 5 années précédentes.
- Cette expérience antécédente (ou autre) doit inclure un service client avec les bénéficiaires avec la mise en place de mécanismes de sensibilisation et de réclamation actifs et passifs. Le prestataire doit prouver une expérience dans la conception d'un système de suivi ou de soutien en ligne (assistance téléphonique) qui favorise l'interaction de suivi individuel pour les bénéficiaires du programme.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure l'audit intégrés et indépendants pour surveiller et prévenir les incidents de protection, de fraude, de vol et de corruption liés aux paiements numériques et aux transferts monétaires.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure la gestion d'un centre d'appel établi pour recevoir les commentaires des bénéficiaires, qui a la capacité d'ajouter des langues en raison de la diversité linguistique.
- Cette expérience (ou autre) doit inclure la surveillance et l'évaluation des programmes de transferts monétaires en temps réel sur les indicateurs clés liés aux opérations des programmes de transferts monétaires.

NB : Le soumissionnaire peut présenter plus qu'une seule expérience antécédente pour démontrer/prouver toutes les exigences qui précèdent.

6. Personnel clé :

Le prestataire sélectionné doit avoir une équipe avec le profil suivant :

- Composantes nationales :

- Directeur Pays :

- **Expertise** : Direction de projets au sein du pays, en particulier en République Démocratique du Congo ou dans des environnements similaires, avec un accent sur l'engagement public et l'infrastructure.
- **Expérience** : Au moins 3 ans d'expérience dans la gestion de projets dans la région, avec une bonne compréhension des politiques nationales et des partenariats internationaux.
- **Compétences clés** : Gestion des parties prenantes, relations gouvernementales, alignement sur les politiques nationales, gestion opérationnelle.

- Responsable Senior :

- **Expertise** : Gestion de projets technologiques dans des environnements complexes, notamment ceux nécessitant une coordination entre plusieurs acteurs, y compris les gouvernements et le secteur privé.
- **Expérience** : Au moins 3 ans dans la gestion de projets informatiques ou technologiques complexes.
- **Compétences clés** : Leadership, gestion de projets stratégiques, expertise technique en systèmes informatiques.

- Responsable audit interne :

- **Expertise** : Connaissance des principes et pratiques d'audit, gestion des risques, mise en place de systèmes de contrôle interne.
- **Expérience** : Minimum 2 ans d'expérience en audit interne, notamment dans de grandes organisations ou dans le secteur public.
- **Compétences clés** : Évaluation des risques, suivi de la conformité, audits financiers, rédaction de rapports.

- Responsable protection :

- **Expertise** : Expérience dans la protection des droits humains, avec une bonne maîtrise des législations locales et des cadres internationaux relatifs à la protection.
- **Expérience** : Au moins 2 ans d'expérience dans des rôles liés à la protection, idéalement dans des organisations traitant de droits humains ou de protection environnementale.
- **Compétences clés** : Réponse aux incidents, communication avec les parties prenantes, respect des protocoles de protection.

- Responsable conformité :

- **Expertise** : Connaissance des cadres réglementaires en matière de conformité sociale et environnementale, afin d'assurer que les activités respectent les normes locales et internationales.
- **Expérience** : Minimum 2 ans d'expérience dans la gestion de la conformité dans des environnements complexes.
- **Compétences clés** : Analyse réglementaire, gestion de la documentation, audits de conformité.

- Responsable recherche :

- **Expertise** : Conduite de recherches de haute qualité dans les domaines de la durabilité environnementale, de l'adoption des technologies ou des impacts socio-économiques.
- **Expérience** : Au moins 2 ans d'expérience dans des postes de recherche, notamment dans les domaines liés au climat, à l'impact des systèmes d'information ou aux sciences sociales.
- **Compétences clés** : Conception de recherches, analyse des données, rédaction de rapports, analyse qualitative et quantitative.

7. Proposition :

La proposition du soumissionnaire doit comprendre les éléments suivants :

1. Réponse narrative au termes de référence (Annexe C)
2. Approche méthodologique détaillée (Annexe C)
3. Liste des hypothèses et des risques (Annexe C)
4. Planning de travail détaillé (Annexe C)
5. Profil du chef d'équipe et des principaux membres de l'équipe (Annexes F et G)
6. Budget détaillé (personnel, déplacements, opérations, etc.) (Annexe B)

NB : Les propositions techniques ne doivent comporter aucune indication de prix. Le non-respect de cette exigence entraînera la disqualification de l'offre.